



Perspectives chinoises

2018-3 | 2018

Vingt ans après : transformations et défis de Hong Kong sous le régime chinois

Vingt ans après la rétrocession : des transformations économiques et politiques de Hong Kong et de son avenir sous le régime chinois

Éditorial

Jean-Pierre Cabestan et Éric Florence

Traducteur : Paul Gardères



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8426>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 3-7

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Jean-Pierre Cabestan et Éric Florence, « Vingt ans après la rétrocession : des transformations économiques et politiques de Hong Kong et de son avenir sous le régime chinois », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2018-3 | 2018, mis en ligne le 01 août 2019, consulté le 06 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8426>

Vingt ans après la rétrocession

Des transformations économiques et politiques de Hong Kong et de son avenir sous le régime chinois

JEAN-PIERRE CABESTAN ET ÉRIC FLORENCE

L'ouverture de la ligne express Guangzhou-Shenzhen-Hongkong (XRL) et de son terminal à Kowloon ouest a eu lieu fin septembre 2018. L'histoire mouvementée de cette ligne illustre au mieux la complexité de la situation de Hong Kong, 21 ans après la rétrocession de l'ancienne colonie britannique à la République populaire de Chine (RPC) en 1997. De nombreux membres du mouvement pro-démocratie et des hommes politiques de l'opposition ont contesté le système de co-implantation des services douaniers et d'immigration chinois à la station Kowloon ouest, qui implique la cession à la RPC d'une partie du territoire de la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong ainsi que la présence permanente, au cœur de Hong Kong, de fonctionnaires continentaux autorisés à appliquer les lois du continent⁽¹⁾. Si des procédures légales lancées par des membres de l'opposition sont toujours en cours, il semble pourtant que pour les autorités de Hong Kong et Pékin, l'affaire soit réglée. Ce projet de ligne XRL a posé de nombreux problèmes : un coût important, des vices dans sa construction, des retards dans son achèvement et sa livraison ainsi qu'une absence probable de rentabilité malgré le prix élevé des billets. Néanmoins, ce projet ambitieux, planifié et attendu depuis longtemps a suscité nombre d'interrogations à propos de l'intégration économique de Hong Kong au continent, de son autonomie politique et légale et de son identité, plus de vingt ans après la rétrocession. En somme, ce projet de ligne a poussé un nombre croissant de Hongkongais à se demander dans quelle mesure la RAS est destinée à devenir une métropole chinoise parmi d'autres, telles Canton ou Shanghai. Hong Kong pourra-t-elle conserver à l'avenir son haut degré d'autonomie mais également ses spécificités ?

Les cinq articles qui ont été sélectionnés pour ce dossier spécial ont été présentés lors d'une conférence co-organisée en septembre 2017 par le Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC) et le Département de science politique et d'études internationales de l'Université baptiste de Hong Kong⁽²⁾. Ces contributions soulignent certaines transformations politiques et sociales majeures qui ont eu lieu à Hong Kong depuis la rétrocession. Aucun de ces travaux, pourtant, ne laisse entrevoir un futur où Hong Kong serait pleinement intégrée à la société et au système politique de la République populaire de Chine. Ces textes qui s'inscrivent dans différents champs disciplinaires – la sociologie, la science politique, l'économie politique, les sciences sociales – ont tous été rédigés par des chercheurs hongkongais qui, en plus de produire des travaux d'une grande qualité académique, manifestent également une volonté forte d'implication dans l'avenir de leur ville.

Hong Kong s'est profondément transformée depuis son retour dans le giron de la République populaire de Chine et ceci dans tous les domaines. La métamorphose la plus fondamentale et la plus ancienne est d'ordre économique. L'intégration de Hong Kong au continent, sur ce plan, a commencé bien avant la rétrocession. Elle a été favorisée par le lancement des poli-

tiques de réforme et d'ouverture en 1979 et par la Déclaration conjointe sino-britannique de 1984 qui a fixé le retour de Hong Kong à la Chine selon la formule « un pays, deux systèmes » de Deng Xiaoping. L'intégration économique croissante de Hong Kong à la Chine apparaît comme le résultat naturel et logique, non seulement de l'essor chinois, mais aussi du rééquilibrage de l'économie mondiale en faveur de l'Asie orientale. Le XRL et le projet de pont entre Hong Kong, Macao et le delta de la Rivière des Perles, qui doit lui aussi être achevé en 2018, illustrent cette intégration inévitable et la croissance des besoins en infrastructures de transport transfrontalier qui en résulte. Aujourd'hui, bien que des magnats des affaires hongkongais comme Li Ka-shing, tout en diversifiant par ailleurs les lieux où ils investissent, continuent d'occuper des positions centrales dans l'économie locale, de nombreux secteurs de l'économie hongkongaise sont dominés par des entreprises de Chine continentale. Celles-ci représentent ainsi 50 % du secteur du bâtiment et 50 % des entreprises cotées en bourse à Hong Kong. Le projet de la « Grande baie », lancé en 2018, va accélérer l'intégration économique de Hong-Kong et de Macao au sein de l'espace le plus riche de la province du Guangdong, région dont le PIB est actuellement de 1 500 milliards de dollars US, et sera probablement de 2 800 milliards en 2025. Dans le même temps, le poids de Hong Kong dans l'économie chinoise a considérablement diminué. Il est passé de 27 % à la veille de la rétrocession à moins de 3 % aujourd'hui. Cette intégration économique continue et ce déclin relatif ont eu des conséquences multiples – y compris dans les champs politiques et sociaux. De fait, sur le plan social, les transformations de Hong Kong ont également été considérables. D'une part, l'installation légale, depuis 1997, de 150 Chinois continentaux par jour a profondément modifié la structure sociale de la RAS. Aujourd'hui, au moins un Hongkongais sur sept (plus d'un million de personnes sur une population de 7,3 millions) est né en Chine continentale et a tendance à parler le mandarin (*putonghua*) chez lui plutôt que le cantonais. Inversement, un nombre croissant de Hongkongais habitent et travaillent en Chine continentale, dont plus de 500 000 dans le seul Guangdong. Dans le même temps, de plus en plus de sociétés hongkongaises embauchent des cadres du continent en raison de leur maîtrise du mandarin et leurs liens de l'autre côté de la frontière ou dans le nord du pays. Un nombre croissant de familles continentales aisées, y compris des membres de la *Nomenklatura* du Parti communiste chinois (PCC) ou leur famille, entretiennent un lien avec Hong Kong qui leur permet, même s'ils ne s'installent pas toujours sur place, d'obtenir un permis de ré-

1. Voir par exemple Linda Chelan Li, « High Speed Train Sparks Co-location Controversy », *East Asia Forum*, 7 avril 2018, <http://www.eastasiaforum.org/2018/04/07/high-speed-rail-sparks-co-location-controversy-in-hong-kong/> (consulté le 11 septembre 2018).
2. La conférence, qui a eu lieu les 21 et 22 Septembre 2017 à l'Université baptiste de Hong Kong, avait pour titre « 20 ans après : Des changements de Hong Kong, et de son avenir sous le régime chinois ».

sidence et un passeport les autorisant à voyager sans visa dans de nombreux pays étrangers. De plus en plus de jeunes Chinois issus de la classe moyenne viennent également étudier dans les universités hongkongaises, conscients qu'à l'obtention de leurs diplômes de master, ils auront un an pour trouver un travail sur place et donc devenir résident, ce qu'ils parviennent le plus souvent à faire. Enfin, un nombre croissant de sociétés publiques ou privées de RPC ont créé des filiales ou des sociétés à Hong Kong pour donner plus de souplesse à leurs finances, par le biais d'enregistrements dans des paradis fiscaux aux Caraïbes. On se souvient qu'en juin 2003, juste après la crise du SRAS, et avant la vague de manifestations contre la loi de sécurité nationale, le gouvernement a « offert » un accord économique et commercial supposément favorable à Hong Kong. *A posteriori*, toutefois, il semble que les Hongkongais n'aient pas tiré les bénéfices escomptés de ce nouveau partenariat (Lui 2014).

Ce flux continu de Continentaux fortunés vers Hong Kong a directement fait augmenter les prix de l'immobilier, aggravant des inégalités sociales pourtant déjà choquantes⁽³⁾. Le gouvernement hongkongais, et en particulier l'administration de C.Y. Leung (2012-2017), ont certes pris un ensemble de mesures pour gérer les tensions croissantes entre les nouveaux venus continentaux et les Hongkongais. Parmi celles-ci, on peut citer l'interdiction, adoptée en 2013, faite aux femmes issues du continent de donner naissance à Hong Kong et par ce biais d'obtenir un droit de résidence ; la création d'un lourd impôt (15 %) sur les acquisitions immobilières par des résidents non-permanents ; la répression depuis 2015 de tout un commerce transfrontalier non déclaré, qui concernait des biens que les Continentaux préféraient acheter à Hong Kong (comme le lait en poudre pour bébés par exemple).

Pendant, le gouvernement de Hong Kong a été largement moins actif dans sa gestion de la grave crise du logement que traverse la ville. Tung Chee-hwa, le premier chef de l'exécutif de Hong Kong (1997-2005) a même supprimé de nombreux programmes de logements sociaux mis en place par les Britanniques. Son successeur, Donald Tsang (2005-2012), un homme dont les liens douteux avec les grandes fortunes locales ont causé sa condamnation et son incarcération, a aussi très peu agi. La conséquence en est que les conditions de vie des Hongkongais moyens se sont détériorées (Goodstadt 2013 ; Wong 2015). La société s'est polarisée et les inégalités se sont accrues, poussant de nombreux retraités mais aussi des jeunes dans la pauvreté (voir Lee *et al.* 2014). Aujourd'hui, le coefficient Gini de Hong Kong est l'un des plus élevés au monde : il a atteint 0.539 en 2017, alors qu'il était de 0.533 en 2006. La cité se trouve en tout cas bien au-dessus de la « ligne rouge internationale en matière d'inégalité »⁽⁴⁾. Les dix milliardaires hongkongais les plus riches possèdent l'équivalent de 35 % du PIB hongkongais (Catledge 2017 : 23). Par la suite, C.Y. Leung a tenté de développer les programmes de logements sociaux, mais, sous la double pression des autorités de Pékin et des promoteurs immobiliers, il n'a pas fait grand-chose. Aujourd'hui, pour un jeune couple qui ne bénéficierait pas d'un apport de leurs familles, il est ainsi tout simplement impossible d'acheter un appartement où s'installer. La division sociale entre propriétaires et non-propriétaires a contribué à faire décliner la mobilité sociale et polarise la société. D'après une étude de 2016 du gouvernement hongkongais, il existe près de 210 000 personnes vivant en appartements subdivisés et 25 % d'entre elles sont des étudiants de 18 ans ou moins⁽⁵⁾. Dans leur article publié dans ce dossier, Wong et Wan montrent que, sur fond d'augmentation continue des prix des actifs immobiliers, les étudiants apparaissent de plus en plus pessimistes quant à leur possibilité d'acquérir un logement et qu'ils tendent à se radicaliser politiquement. Une telle vision est consistante avec

le fait que les jeunes tendent à soutenir majoritairement les localistes. Les inégalités d'accès à la propriété et plus généralement le creusement des inégalités peuvent ainsi être considérés comme l'une des causes du Mouvement des parapluies de 2014 (Wong et Wan, dans ce numéro).

Sans le moindre doute, le Mouvement des parapluies est aussi né d'autres forces, de nature plus politique, et résulte de la longue impasse dans les relations entre le camp pro-démocratie et Pékin quant à l'avenir des institutions de la RAS et de leur pleine démocratisation. La Déclaration conjointe sino-britannique citée précédemment, en dépit de certaines ambiguïtés de langage, promettait aux Hongkongais la démocratie au sens plein du terme : un parlement, le Conseil législatif (ou « LegCo ») et un chef de l'exécutif (CE) élus au suffrage universel direct, en plus d'un appareil judiciaire et d'une cour de dernière instance indépendants. Après avoir démantelé les mesures de démocratisation du LegCo introduites par le dernier gouverneur britannique, Chris Patten, le gouvernement central à Pékin n'a cessé de repousser les réformes politiques qui, selon la loi fondamentale de Hong Kong (la « mini-constitution » adoptée par l'Assemblée nationale populaire de RPC en 1990 ; voir Ortman 2016), devaient être engagées en 2007-2008. La cause immédiate de cette décision a été le fiasco, en juillet 2003, de la loi de sécurité nationale. Au lendemain de la crise du SRAS, un demi-million de Hongkongais manifestaient contre cette loi, dont l'adoption était rendue obligatoire par l'article 23 de la loi fondamentale de Hong Kong, mais qui risquait, aux yeux des manifestants, de déboucher sur de dangereuses restrictions des libertés civiles. À la suite de cet épisode, le gouvernement central a décidé de geler toute réforme politique et s'est concentré sur sa stratégie de « front uni » qui vise à gagner à lui, non plus seulement des élites de Hong Kong, mais aussi toutes les composantes de la société. En d'autres termes, le but est devenu de créer d'abord une majorité politique favorable à l'*establishment* et à Pékin, avant de pouvoir envisager une démocratisation complète de la RAS. Pour ce faire, il était important d'obtenir un soutien plus fort des élites du monde des affaires de Hong Kong. On peut considérer que sur ce point, les autorités pékinoises ont atteint leur but (Fong 2014a). Il était également important de faciliter la création (dès 1992) et le développement d'un parti politique local pro-Pékin, l'Alliance démocratique pour l'amélioration de Hong Kong (*Democratic Alliance for the Betterment of Hong Kong*, ou DAB). Encouragé par le Bureau de liaison du gouvernement central au sein de la RAS, le DAB a fusionné en 2005 avec un parti favorable au monde des affaires, l'Alliance progressive de Hong Kong, pour devenir l'Alliance démocratique pour l'amélioration et le progrès de Hong Kong. Cette fusion a clairement aidé le DAB à se rapprocher des classes moyennes pour devenir, au moins jusqu'au Mouvement des parapluies, le premier parti politique de la RAS. La résistance du gouvernement central au développement d'un gouvernement représentant les partis, avec les risques que cela implique en termes de dysfonctionnements entre les

3. Pour une analyse des causes des inégalités économiques à Hong Kong depuis les années 1980, voir Wong 2017 : 4-10.
4. Voir « Wealth Gap in Hong Kong Hits Record High », *Business Insider*, 9 juin 2017, <https://www.businessinsider.com/hong-kong-wealth-gap-problem-2017-6> (consulté le 12 septembre 2018).
5. En plus de ces 210 000 personnes, près de 40 000 personnes vivent dans des « lits-cages » ou des « capsules ». Voir « 10,000 more Hongkongers call subdivided units home, study shows », *South China Morning Post*, 19 janvier 2018, <https://www.scmp.com/news/hong-kong/community/article/2129583/10000-more-hongkongers-call-subdivided-units-home-study> (consulté le 12 septembre 2018) ; pour une synthèse de ce rapport, voir <https://www.legco.gov.hk/research-publications/english/1718issh32-subdivided-units-in-hong-kong-20180626-e.pdf>, (consulté le 12 septembre 2018) ; pour un reportage photographique, voir Benny Lam, « Boxed in: life inside the 'coffin cubicles' of Hong Kong – in pictures », *The Guardian*, 7 juin 2017, <https://www.theguardian.com/cities/gallery/2017/jun/07/boxed-life-inside-hong-kong-coffin-cubicles-cage-homes-in-pictures> (consulté le 12 septembre 2018).

pouvoirs exécutif et législatif, a aussi joué un rôle dans le report des réformes politiques (Fong 2014b ; Goodstadt 2018). En conséquence, l'ensemble des réformes politiques, et en particulier l'élection du chef de l'exécutif au suffrage universel, ont été repoussées jusqu'en 2014⁽⁶⁾. À ce jour, l'ensemble des projets de réformes portés par l'Assemblée nationale populaire sont gelés, probablement jusqu'à ce que les partis favorables à l'*establishment* gagnent une majorité des deux tiers au LegCo. Cette possibilité n'est pas exclue au vu de l'importance de l'assistance et des fonds qui sont accordés au DAB par le Bureau de liaison du gouvernement central à Hong Kong⁽⁷⁾. Tous les plans pour abolir les comités électoraux professionnels au LegCo semblent avoir été enterrés.

Comme chacun sait, le projet de réformes politiques proposé le 31 août 2014 par le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (CPANP) et qui a obtenu le soutien de C. Y. Leung, du DAB et des élites favorables à l'*establishment*, a suscité le mécontentement d'une large partie de la société hongkongaise, donnant naissance au Mouvement des parapluies. Le CPANP avait alors proposé qu'il n'y aurait que deux ou trois candidats autorisés à se présenter à l'élection au poste de chef de l'exécutif hongkongais, candidats qui devaient au préalable avoir été sélectionnés par un comité de nomination très similaire au comité électoral actuel de 1 200 membres favorable à Pékin et à l'*establishment*. Ce comité électoral a été responsable de l'élection des trois premiers chefs de l'exécutif qui ont administré Hong Kong depuis 1997.

Cet éditorial ne sera pas le lieu d'une réévaluation du Mouvement des parapluies. Il suffit de rappeler que cette mobilisation de 79 jours d'une large partie de la société hongkongaise (particulièrement les jeunes et les étudiants) a constitué un tournant dans l'histoire post-rétrocession de Hong Kong. Lancé par le mouvement d'occupation de Central animé par des chercheurs qui espéraient qu'un bref épisode de désobéissance civile pousserait le gouvernement de Pékin à changer d'avis, ce qu'on a pu nommer la « révolution des parapluies » a ensuite rapidement été repris par de jeunes activistes plus radicaux, qui ont marqué leurs distances avec les partis pro-démocratie traditionnels et ont posé, par la suite, les bases du mouvement localiste (Yuen 2015 ; Ma et Cheng 2018).

Assurément, le Mouvement des parapluies n'a pas été une révolution. Il s'est effondré, non seulement en raison du refus inflexible de Pékin de négocier et de l'opposition croissante d'autres segments de la société hongkongaise (ceux qu'on appelle les « rubans bleus »), mais aussi à cause des divisions parmi les organisateurs du mouvement, et de la multiplication des actions en justice contre l'occupation illégale prolongée des espaces publics⁽⁸⁾. En tout cas, cette confrontation a mis en relief la rigidité aussi bien des autorités pékinoises que de l'administration C. Y. Leung, y compris de Carry Lam, l'actuelle cheffe de l'exécutif hongkongais, qui fut la principale interlocutrice des *leaders* du Mouvement des parapluies. Cette confrontation a également montré l'impuissance des pro-démocrates traditionnels. Enfin, l'échec du Mouvement des parapluies a donné au gouvernement central une opportunité pour apporter de nouvelles restrictions au soi-disant « haut degré d'autonomie » de Hong Kong. Tandis que le mouvement démocrate au sens large est parvenu à conserver la majorité de ses sièges lors des élections au LegCo de septembre 2016, il s'est en même temps profondément divisé, et a depuis perdu certains de ses élus localistes. Au sein de ce dossier spécial, Yuen et Chung analysent la réaction du gouvernement face à l'essor des localistes : certains activistes ont été poursuivis pour leur participation au Mouvement des parapluies ; d'autres se sont vus interdire de se porter candidats aux élections ; enfin, le gouvernement a laissé se dé-

rouler des manifestations anti-Mouvement des parapluies de plus en plus virulentes. Tout cela a permis de « diviser structurellement la contestation » : alors que certains, comme les partis démocrates traditionnels, sont autorisés à participer au système politique officiel, d'autres, comme les partis localistes, ont été peu à peu exclus de celui-ci. Bien que le mouvement localiste soit lui-même déjà extrêmement fragmenté (Kaeding 2017 ; Kwon 2016), le gouvernement central et son Bureau de liaison ont ainsi choisi la manière forte face à tous ceux qui soutiennent l'indépendance de Hong Kong. Comme l'a montré l'interdiction en septembre 2018 du Parti national hongkongais, le gouvernement de Hong Kong tolère de moins en moins ce type de discours, alors qu'il prépare le terrain pour la rédaction de la loi de sécurité nationale, repoussée pendant si longtemps.

Il existe d'autres signes d'une détérioration des libertés publiques à Hong Kong, par exemple le recul progressif de la liberté de la presse (voir Lee dans ce dossier). Bien qu'il reste possible de publier des livres et des revues critiques envers le régime de la RPC, il est de plus en plus difficile de les faire distribuer. En effet, plus de la moitié des librairies de Hong Kong sont désormais contrôlées par Sino United Publishing, une société qui reçoit directement ses ordres du Bureau de liaison à Hong Kong⁽⁹⁾. Cette stratégie de concentration a permis de restreindre la liberté de publier et la diversité des publications de manière efficace ; beaucoup plus en tout cas que les enlèvements secrets à Hong Kong et en Thaïlande en 2015 par des agents de la sécurité publique de la RPC, puis les poursuites judiciaires sur le continent d'éditeurs hongkongais qui vivaient de l'écriture et de la vente transfrontalière de commérages sur le monde politique chinois.

En somme, les Hongkongais vont devoir s'habituer à vivre dans un système politique qui est fondamentalement « hybride », « semi-démocratique », mais qui peut glisser vers l'autoritarisme partiel sur le modèle de Singapour si la restriction des libertés publiques se poursuit, par exemple si la législation relative à l'article 23 est introduite. Au lendemain du procès d'un ensemble d'activistes et de localistes hongkongais en 2017, certains ont pu douter de l'indépendance de l'appareil judiciaire de Hong Kong. Dans l'ensemble pourtant, les tribunaux et les juges de Hong Kong vont probablement rester indépendants. Cependant, l'environnement politique de Hong Kong, teinté par les interférences fréquentes du Bureau de liaison et le pouvoir d'interprétation finale des lois de Hong Kong par le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, a accru la pression sur les juges, y compris les juges étrangers invités à siéger (Davis 2015 ; Chan 2018).

Quel avenir se dessine pour Hong Kong aujourd'hui ?

D'une part, sur le plan économique, Hong Kong devra accepter une intégration graduelle à la région de la Grande baie du Guangdong, même si cette intégration restera inégale et incomplète du fait de nombreux obstacles légaux et pratiques. Dans le même temps, le poids relatif de Hong Kong dans

6. La seule concession politique, mineure, faite par Pékin aux pro-démocrates a été l'ajout, en 2010, de cinq sièges spéciaux au LegCo, élus par les conseils de districts, passés de 60 à 70 personnes. Seulement, parmi ces 70 membres, bien que 40 (plus de la moitié) soient élus par les circonscriptions locales, 30 restent choisis par les comités professionnels non-démocratiques et pro-*establishment*. Voir Ortman 2016.

7. SCMP, 3 septembre 2018, *art. cit.*

8. Kwok et Chan (2017) montrent, par exemple, que les pressions exercées par les associations étudiantes et par les manifestants ont contribué à délégitimer la direction du Mouvement des parapluies, et donc à faire perdre de son efficacité au mouvement.

9. « Liaison Office indirectly owns most bookshops », *RTHK*, 28 mai 2018, <http://news.rthk.hk/rthk/en/component/k2/1398644-20180528.htm> (consulté le 12 septembre 2018) ; « Long read: In Hong Kong's book industry, 'everybody is scared'. Book shops closing, printers declining work, people disappearing, no, it's not the latest horror movie », *The Guardian*, 29 décembre 2016, <https://yp.scmp.com/education/article/105230/long-read-hong-kongs-book-industry-everybody-scared> (consulté le 12 septembre 2018).

l'économie chinoise continuera probablement à diminuer, et ceci même si le taux de croissance en RPC tombe à 4 ou 5 %. L'activité portuaire de Hong Kong se déportera sans doute plus encore vers le delta de la Rivière des Perles ou vers le nord, dans la région de Shanghai. Toutefois, aussi longtemps que le *renminbi*, la monnaie de la République populaire de Chine restera non-convertible et que Pékin contrôlera de manière stricte les flux de capitaux, Hong Kong continuera à prospérer dans son rôle à la fois spécifique et essentiel de centre financier, y compris pour les élites chinoises continentales. D'autres secteurs de l'économie de la RAS, comme les activités de fret aérien devraient aussi pouvoir se maintenir.

Dans ces circonstances, Hong Kong ne cessera probablement pas d'être un refuge, ou du moins un espace de liberté relative pour les Chinois les plus riches. La société hongkongaise restera sans doute extrêmement inégale et polarisée. Même si les futurs chefs de l'exécutif hongkongais choisissent de faire davantage en termes d'accès au logement et d'aides sociales pour les plus pauvres, la ville semble destinée à demeurer l'une des plus chères et inégales au monde.

Cela signifie-t-il que Hong Kong perdra, à un moment ou à un autre, son originalité et s'intégrera pleinement au continent ? En fait, comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, chacun des acteurs qui décident de l'avenir de Hong Kong a intérêt à ce que la RAS reste distincte et séparée du continent, ceci même après 2047 (Bland 2017). Le statut de Région administrative spéciale restera probablement en place pour longtemps, même si le degré d'autonomie politique qu'il recouvre continuera sans doute à décroître. Enfin, comme le montrent Chan et Fung, l'identité hongkongaise est aujourd'hui travaillée par des mouvements contradictoires. D'un côté, depuis le Mouvement des parapluies, de plus en plus de Hongkongais refusent de s'identifier à tout ce qui est chinois ; de l'autre, la « continentalisation » économique et sociale pousse au maintien d'une double identité locale dominante, à la fois hongkongaise et chinoise. L'issue de cette « lutte » d'identité dépendra des choix politiques de Pékin à propos de la RAS comme de la capacité du gouvernement hongkongais à combler le fossé entre les riches et les pauvres.

Les cinq contributions de ce dossier spécial offrent autant de points de vue novateurs sur les continuités et les transformations dans les sphères économiques, sociales et politiques qui façonnent Hong Kong depuis sa rétrocession à la Chine il y a plus de 20 ans. Dans le premier article, Francis Lee porte une appréciation nuancée sur la dégradation de la liberté de la presse à Hong Kong et sur les différentes forces au sein de la structure économique et politique des médias qui y font contrepoids : les forces du marché, le professionnalisme des journalistes et le maintien d'une diversité de l'offre médiatique. Lee commence par souligner que bien que, durant ce qu'on appelle la « période de transition » (1984-1997), Hong Kong ait bénéficié d'un degré sans précédent de liberté de la presse, les transformations économiques et actionnariales avaient déjà commencé avant 1997. Lee souligne ainsi une tendance forte et longue. Jusqu'au milieu des années 2000, la propriété des médias hongkongais était ainsi profondément liée aux intérêts des autorités publiques et des entreprises privées du continent. Cette tendance a ensuite laissé la place à un retrait des hommes d'affaires hongkongais du secteur des médias locaux et à l'arrivée de capitaux chinois. Cette première contribution montre également comment le développement du numérique a transformé l'économie politique des médias ainsi que la liberté de la presse à Hong Kong. En effet, le modèle économique conventionnel des médias a été profondément perturbé par l'essor des revenus publicitaires numériques et le développement des médias numériques eux-mêmes.

Dans la seconde contribution à ce dossier, Samson Yuen et Sanho Chung donnent une image vivante et riche des fluctuations du mouvement localiste, mouvement qui apparaît assez peu unifié. Ils montrent la relation dialectique des localistes avec un ensemble de mesures mises en œuvre par le gouvernement hongkongais pour contrer leur essor. Les deux auteurs défendent que les premiers succès du localisme, les traits qu'il prend actuellement, et le déclin de son pouvoir de mobilisation doivent être expliqués non pas seulement par des facteurs structurels, économiques et socio-politiques, mais aussi en prenant en compte tout un ensemble de discours publics et le rôle d'un ensemble d'acteurs – activistes, manifestants, opinion publique, soutiens de l'*establishment* ou de la cause démocratique, agents de l'administration, etc. Les auteurs insistent sur les traits qui distinguent les manifestations localistes des mouvements pro-démocrates antérieurs : leur caractère plus conflictuel, le fait que ces manifestations se concentrent sur des questions matérielles et de subsistance plutôt que sur des questions de démocratie et de liberté publiques, le fait que ces manifestations soient lancées et organisées principalement sur Internet par des internautes sans expérience politique antérieure, le caractère xénophobe et anti-continental que certains de ces mouvements localistes peuvent prendre.

Dans la contribution suivante, Kin Man Wan et Stan Wong étudient les conséquences électorales et sociales de la hausse brutale des prix du logement à partir du milieu des années 2000. Ils se proposent de compléter les lectures de l'essor du localisme qui insistent majoritairement sur les facteurs culturels et sociaux, en y ajoutant une perspective politico-économique – c'est là la contribution majeure de leurs travaux à ce dossier aussi bien qu'à la littérature scientifique sur le localisme. Les auteurs montrent que la hausse du prix des biens immobiliers a constamment favorisé les propriétaires de biens immobiliers au détriment des autres, avec des conséquences électorales très nettes. Ils se fondent notamment sur les données d'une enquête récente réalisée pour les élections au Conseil législatif de 2016, afin de montrer que le fait de ne pas être propriétaire de son logement prédit fortement une préférence électorale pour les partis localistes, alors que le niveau de revenus ne peut pas, quant à lui, être considéré comme un déterminant significatif en matière de vote.

En s'appuyant sur les résultats d'études sur l'identité menées à Hong Kong entre 2010 et 2016, Chan Chi Kit et Anthony Fung s'intéressent quant à eux aux relations complexes entre l'attachement des habitants de Hong Kong à des valeurs civiques (comme la liberté et la démocratisation), les différentes sources de fiertés ethniques et culturelles, et le nationalisme d'État. Les auteurs soulignent les lacunes du modèle chinois de construction nationale promu par l'État, puisque celui-ci repose essentiellement sur des aspects ethniques et culturels, en laissant de côté les libertés publiques : Chan et Fung parlent d'une « désarticulation » entre le nationalisme d'État chinois et l'attachement indéfectible des Hongkongais aux droits civiques et aux libertés publiques. Tandis que les résultats des enquêtes de la période qui va de 2010 à 2016 montrent que les Hongkongais s'identifient fortement aux valeurs comme la liberté de la presse, la liberté d'expression, l'égalité d'opportunités et le respect de la vie privée, il n'existe cependant aucune corrélation entre l'identification à ces valeurs ainsi qu'aux icônes culturelles locales et le rejet ou le soutien du régime de Pékin. Cette observation s'oppose ainsi à l'idée selon laquelle le localisme hongkongais construit l'identité locale en opposition stricte avec les Continentaux et le régime chinois. Plus généralement, les auteurs donnent une représentation fine de l'identité hongkongaise en fonction des facteurs sociaux.

Dans la dernière contribution de ce dossier, l'anthropologue Gordon Mathews étudie un aspect peu documenté de Hong Kong, à savoir la situation des demandeurs d'asile, les politiques qui les concernent, et la manière dont ils sont perçus par certains jeunes hongkongais. En s'appuyant sur 12 années d'interactions hebdomadaires avec les demandeurs d'asile, Mathews souligne la particularité de leur situation. Ceux-ci n'ont quasiment aucune chance d'obtenir le statut de réfugié, si bien qu'ils se trouvent bloqués dans une situation précaire pour de nombreuses années. On voit là la manière dont les institutions et la bureaucratie produisent de l'illégalité. En effet, ces demandeurs d'asile n'ont pas le droit de travailler, alors même qu'ils y sont matériellement obligés pour survivre à Hong Kong. Mathews suggère ainsi qu'il existe une acceptation tacite de la situation par les autorités pour « permettre la constitution d'une force de travail disponible et flexible ». Si les procédures institutionnelles et légales qui rendent possible cette situation sont propres à Hong Kong, cette production institutionnelle de l'illégalité et cette multiplication des statuts des travailleurs servent aussi, d'une manière ou d'une autre, le fonctionnement des économies politiques du capitalisme mondialisé. Elle s'inscrit à ce titre dans un modèle que l'on trouve dans les autres mégapoles mondialisées de la planète. Par ailleurs, contrairement à l'intégration économique croissante de Hong Kong au continent et l'estompement de leurs frontières respectives soulevés au

début de cet éditorial cette contribution finale montre, à rebours, le maintien d'un attribut de souveraineté à Hong Kong, puisque le gouvernement de Hong Kong a repris à sa charge le travail d'évaluation du statut des demandeurs d'asile à partir de 2014, mission qui revenait jusqu'alors au Haut-commissariat aux réfugiés des Nations-unies. Concluons cet éditorial sur l'idée centrale qu'avance Mathews dans son article. Selon l'auteur, dans un contexte d'aliénation croissante de la jeunesse hongkongaise face au gouvernement de la RAS et au régime chinois, les demandeurs d'asile, au moins pour les jeunes qui se sont familiarisés avec eux, tendent à faire office de symboles du caractère non-chinois de la cité. Ce qui contribue encore à rendre, comme le suggère l'auteur, Hong Kong plus accueillante.

■ Traduit par Paul Gardères.

■ Jean-Pierre Cabestan est professeur de science politique au Département de science politique et d'études internationales de l'Université baptiste de Hong Kong.

AAB 1110, 11/F, Academic and Administration Building, Baptist University Road Campus, Hong Kong Baptist University, Kowloon Tong (cabestan@hkbu.edu.hk).

■ Éric Florence est directeur du Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC) à Hong Kong (eflorence@cefc.com.hk).

Références

BLAND, Ben. 2017. *Generation HK: Seeking Identity in China's Shadow*. Australia : Penguin Group.

CARTLEDGE, Simon. 2017. *A System Apart. Hong Kong's Political Economy Since 1997 Until Now*. Australia : Penguin Group.

CHAN, Johannes. 2018. « A Storm of Unprecedented Ferocity: The Shrinking Space of the Right to Political Participation, Peaceful Demonstration, and Judicial Independence in Hong Kong ». *I-CON* 16 (2) : 373-88.

DAVIS, Michael C. 2015. « The Basic Law, Universal Suffrage and the Rule of Law in Hong Kong ». *Hastings International and Comparative Law Review* 38 (2) : 275-97.

FONG, Brian. 2014a. « The Partnership between the Chinese Government and Hong Kong's Capitalist Class: Implications for HKSAR Governance, 1997-2012 ». *The China Quarterly* 217 : 195-220.

FONG, Brian. 2014b. « La déconnexion des pouvoirs exécutif et législatif dans le Hong Kong postcolonial : le dysfonctionnement du système de domination par l'exécutif, 1997-2012 ». *Perspectives chinoises* 2014 (1) : 5-15.

GOODSTADT, Leo F. 2013. *Poverty in the Midst of Affluence. How Hong Kong Mismanaged its Prosperity* (Revised Edition). Hong Kong : Hong Kong University Press.

GOODSTADT, Leo F. 2018. *A City Mismanaged. Hong Kong's Struggle for Survival*. Hong Kong : Hong Kong University Press.

KAEDING, Malte Philipp. 2017. « The Rise of 'Localism' in Hong Kong ». *Journal of Democracy* 28 (1) : 157-71.

KWOK, Chi, et Ngai Keung CHAN. 2017. « Légitimité et démocratisation forcée dans les mouvements sociaux : une étude de cas du mouvement des parapluies à Hong Kong ». *Perspectives chinoises* 2017 (3) : 7-18.

KWOK, Ying-ho. 2016. « L'essor du « localisme » à Hong Kong : une nouvelle voie pour le mouvement démocratique ? ». *Perspectives chinoises* 2016 (3) : 65-70.

LEE, Kim Ming, Benny Ho-pong TO et Kar Ming YU. 2014. « Le nouveau paradoxe de l'épargne : financiarisation, protection de la retraite et polarisation des revenus à Hong Kong ». *Perspectives chinoises* 2014 (1) : 17-28.

LUI, Tai-lok. 2014. « Des opportunités en déclin : Hong Kong dans le contexte de l'intégration régionale ». *Perspectives chinoises* 2014 (1) : 39-54.

MA, Ngok, et Edmund W. CHENG (éds.). 2018. *The Umbrella Movement: Civil Resistance and Contentious Space in Hong Kong*. Amsterdam : Amsterdam University Press.

ORTMAN, Stephan. 2016. « Political Development in Hong Kong: The Failure of Democratization ». *Asian International Studies Review* 17 (2) : 199-219.

WONG, Yuen C. Richard. 2015. *Hong Kong Land for Hong Kong People: Fixing the Failures Of Our Housing Policy*. Hong Kong : Hong Kong University Press.

WONG, Yuen C. Richard. 2017. *Fixing Inequality in Hong Kong*. Hong Kong : Hong Kong University Press.

YUEN, Samson. 2014. « Hong Kong et l'après-Occupy Central : un avenir incertain pour le principe 'un pays, deux systèmes' ». *Perspectives chinoises* 2015 (1) : 53-8.